



# CENTRE RÉGIONAL D'ASSISTANCE TECHNIQUE DU FMI POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

## RAPPORT D'EXECUTION A MI-PAROURS Année fiscale 2026

### Sommaire

- Introduction ..... 1
- Résumé Exécutif ..... 3
- Principaux agrégats macro-économiques ..... 4
- Principaux résultats atteints ..... 5
- Etats financiers ..... 12
- Programme de travail du deuxième semestre ..... 13
- Mouvements du personnel ..... 21

### Introduction

Le présent rapport rend compte des activités et des résultats réalisés au cours de la période sous revue (mai 2025-octobre 2025), et présente le programme de travail pour la seconde moitié de l'année (novembre 2025-avril 2026).













Photo de famille lors de la cérémonie d'ouverture des travaux de la 35<sup>ème</sup> réunion du Comité d'orientation de l'AFRITAC de l'Ouest (Nouakchott, juin 2025)

### PARTENAIRES

 Union européenne	 France	 Chine	 Luxembourg	 Pays-Bas
 Banque européenne d'investissement <i>La banque de l'UE</i> Banque européenne d'investissement	 Schweizerische Eidgenossenschaft Confédération suisse Confederazione Svizzera Confederaziun svizra Sveits Confederation Federal Department of Economic Affairs, Education and Research EARE State Secretariat for Economic Affairs SECO Suisse	 Norad Norvège	 Belgique partenaire du développement Belgique	 coopération allemande DEUTSCHE ZUSAMMENARBEIT Allemagne
				 Arabie saoudite

### MEMBRES

 Bénin	 Burkina Faso	 Côte d'Ivoire	 Guinée	 Guinée-Bissau
 Mali	 Mauritanie	 Niger	 Sénégal	 Togo

# ABREVIATIONS ET ACRONYMES

<b>AF</b>	Année fiscale	<b>GFP</b>	Gestion des finances publiques
<b>AFD</b>	Agence française de développement	<b>IFRS</b>	Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards)
<b>AFO</b>	AFRITAC de l'Ouest	<b>INS/ INSTAT</b>	Institut national de la statistique
<b>AFRITAC</b>	Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique	<b>ISORA</b>	International Survey on Revenue Administration
<b>AFW</b>	AFRITAC de l'Ouest	<b>LBC/FT</b>	Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme
<b>ANSADE</b>	Agence Nationale de la Statistique et de l'Analyse Démographique et Économique	<b>MCM</b>	Département des marchés monétaires et des capitaux du FMI
<b>ASS</b>	Afrique subsaharienne	<b>MQC</b>	Modèles quasi-comptables
<b>ATAF</b>	Forum africain sur l'administration fiscale (African Tax Administration Forum)	<b>MSFP</b>	Manuel de statistiques de finances publiques
<b>BCEAO</b>	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest	<b>SDMT</b>	Stratégie de gestion de la dette à moyen terme
<b>BCM</b>	Banque centrale de Mauritanie	<b>MTRS/SRMT</b>	Stratégie de mobilisations des recettes à moyen-terme
<b>BCRG</b>	Banque centrale de la République de Guinée	<b>ONS</b>	Office national de la statistique
<b>CIC</b>	Contrôle interne comptable	<b>OTR</b>	Office togolais des recettes
<b>CNT</b>	Comptes nationaux trimestriels	<b>PAP</b>	Projets annuels de performance
<b>CR</b>	Conseiller Résident	<b>PCE</b>	Plan comptable de l'Etat
<b>CUT</b>	Compte unique du Trésor	<b>PED</b>	Plans d'engagement des dépenses de l'Etat
<b>DGB</b>	Direction générale du budget	<b>PEFA</b>	Méthodologie d'évaluation de la performance de GFP
<b>DGBF</b>	Direction générale du budget et des finances	<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>DGCI</b>	Direction générale des contributions et des impôts	<b>PIMA</b>	Évaluation de la gestion de l'investissement public
<b>DGD</b>	Direction générale des douanes	<b>SCN</b>	Système de comptabilité nationale
<b>DGDP</b>	Direction générale de la dette publique	<b>SDMT</b>	Stratégie de la dette à moyen-terme
<b>DGI</b>	Direction générale des impôts	<b>SFP</b>	Statistiques des finances publiques
<b>DGID</b>	Direction générale des impôts et des domaines	<b>SGCBU</b>	Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA
<b>DGPEE</b>	Direction générale des prévisions et des études économiques	<b>SRMT</b>	Stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme
<b>DGT/DGTCP</b>	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique	<b>TADAT</b>	Tax Administration Diagnostic Assessment Tool
<b>DNP-APD</b>	Direction nationale de la dette et de l'aide publique au développement	<b>TOFE</b>	Tableau des opérations financières de l'Etat
<b>DNTCP</b>	Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique	<b>TRE</b>	Tableau des emplois ressources
<b>FAD</b>	Département des finances publiques du FMI	<b>TVA</b>	Taxe sur la valeur ajoutée
<b>FMI</b>	Fonds monétaire international	<b>UE</b>	Union européenne
<b>FRAT</b>	Outil d'évaluation des risques budgétaires	<b>UEMOA</b>	Union économique et monétaire ouest-africaine
<b>GAR</b>	Gestion axée sur les résultats	<b>UMOA</b>	Union monétaire ouest-africaine

## RESUME EXECUTIF

**La croissance de l'Afrique subsaharienne devrait rester stable à 4,1 % en 2025, avec une légère reprise en 2026 grâce à la stabilisation macroéconomique et aux réformes.** Les pays riches en ressources naturelles et ceux affectés par des conflits continuent de rencontrer des difficultés majeures.

**Les conditions d'emprunt extérieur demeurent strictes malgré une amélioration récente.** Le contexte international de la politique commerciale et de l'aide s'est dégradé, exposant particulièrement certains pays vulnérables aux réductions d'aide et aux pressions commerciales.

**Les vulnérabilités macroéconomiques restent élevées.** La résilience régionale n'est pas garantie, car les risques monétaires, financiers, externes et budgétaires persistent, compliquant la gestion des chocs futurs. La hausse des coûts liés à la dette limite les dépenses de développement et augmente la dépendance au financement intérieur.

**La politique devra mettre l'accent sur deux priorités pour renforcer la stabilité macroéconomique tout en finançant le développement :**

- Améliorer la mobilisation des recettes à travers une meilleure administration fiscale, des réformes et la numérisation ; cela exige des capacités techniques accrues et la confiance des parties prenantes.
- Accroître la transparence de la dette et optimiser la gestion des finances publiques (GFP) afin de réduire les coûts d'emprunt et de limiter les risques budgétaires, notamment par la publication de données et un contrôle budgétaire renforcé.

**Dans ce contexte, AFRITAC de l'Ouest (AFO) continue de mettre son expertise au service de ses pays membres.**

Le programme de travail pour l'année fiscale 2026 prévoyait 175 missions d'assistance technique, 19 séminaires régionaux et interrégionaux et 5 stages d'immersion, pour un coût total de 10 millions USD (mai 2025-avril 2026).

**De mai à octobre 2025, AFO a mené 63 missions, organisé ou pris part à 8 séminaires et un voyage d'études, avec des résultats concrets :**

- La structuration du cadre de gouvernance des données de la douane au Togo.
- La rédaction d'une politique nationale de gestion des risques pour les douanes mauritaniennes.
- L'amélioration de la gouvernance et le renforcement de la gestion de la conformité fiscale et douanière des entreprises implantées, à la suite de l'adoption de la nouvelle loi sur la zone franche de Nouadhibou en Mauritanie.
- La programmation automatisée du contrôle fiscal au Bénin.
- L'évaluation du système d'administration fiscale de la République du Togo avec la participation d'experts de l'ATAF, de la Banque mondiale, du FMI et de la France.
- La finalisation de la rédaction du guide consolidé sur le contrôle interne budgétaire et comptable pour les pays de l'UEMOA.
- Le renforcement des analyses sur les risques budgétaires notamment ceux liés aux catastrophes naturelles en Côte d'Ivoire.
- L'évaluation du plan de développement du marché des valeurs du Trésor en Mauritanie.

**La coopération avec les partenaires techniques et financiers s'est renforcée,** grâce à des visites de terrain, des échanges réguliers et la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation externe. L'AFO a organisé la 35e réunion de son Comité d'orientation à Nouakchott en juin 2025. En juillet, le Directeur du Centre s'est rendu à Conakry où il a rencontré plusieurs responsables gouvernementaux et partenaires financiers afin de présenter le Centre et promouvoir une collaboration accrue. Il a également rencontré le nouveau point focal de la Côte d'Ivoire.

**L'AFO a participé à plusieurs activités régionales,** dont des séminaires sur l'économie et la GFP organisés par le département des finances publiques du FMI (FAD), AFRISTAT et l'UEMOA,

ainsi que des ateliers sur la performance budgétaire et la gestion des risques miniers. Un atelier sur la prise en compte des risques financiers liés au climat en matière de supervision bancaire a été réalisé. Des missions d'assistance technique ont aussi été menées auprès du Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA. Par ailleurs, la participation des Conseillers résidents aux activités du siège se poursuit afin de dégager des synergies entre les différents programmes d'assistance technique du FMI.



Visite du FMI-AFRITAC de l'Ouest à la Banque Centrale de Guinée

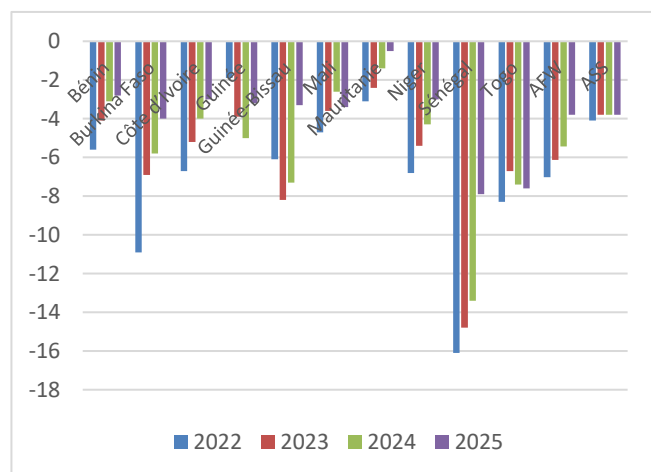
## PRINCIPAUX AGRÉGATS MACROECONOMIQUES

Tableau 1. TAUX DE CROISSANCE DU PIB REEL (en pourcentage)

	2022	2023	2024	2025
Bénin	6.3	6.4	7.5	2.1
Burkina Faso	1.6	3	4.8	4
Côte d'Ivoire	6.4	6.5	6	6.4
Guinée	4	6.2	6.1	7.2
Guinée-Bissau	4.6	5.2	4.8	5.1
Mali	3.5	4.7	4.7	5
Mauritanie	6.8	6.8	6.3	4
Niger	11.9	2.4	10.3	6.5
Sénégal	4	4.3	6.4	6
Togo	5.8	5.6	5.3	5.2
AFW	5.5	5.1	6.2	5.1
ASS	4.4	3.7	4.1	4.1

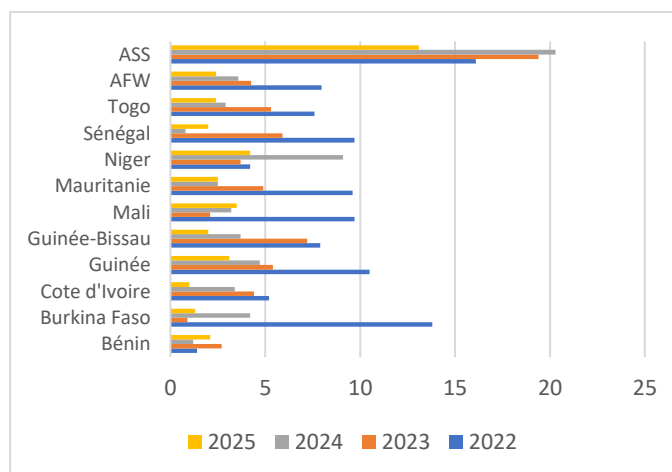
Source : FMI, base de données des Perspectives économiques régionales octobre 2025.

Graphique 3. SOLDE BUDGETAIRE (en pourcentage du PIB)



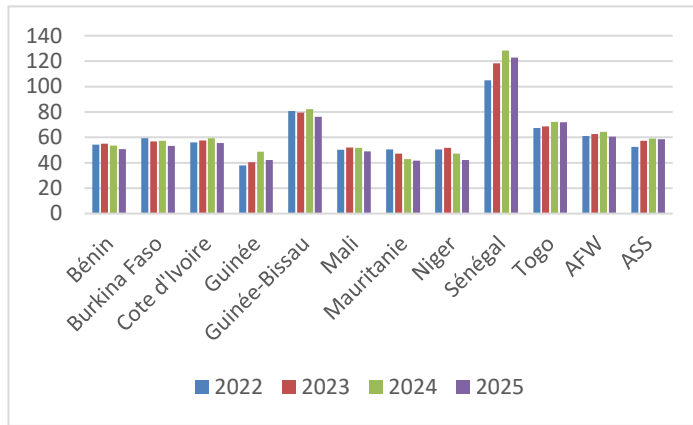
Source : AFW / FMI, base de données des Perspectives économiques régionales octobre 2025.

Graphique 4. VARIATION DES PRIX DE 2022 A 2025 (en pourcentage)



Source : AFW / FMI, base de données des Perspectives économiques régionales octobre 2025.

**Graphique 5. EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(en pourcentage du PIB)



Source : AFW / FMI, base de données des Perspectives économiques régionales octobre 2025.

## PRINCIPAUX RÉSULTATS OBTENUS DU PROGRAMME AU COURS DU PREMIER SEMESTRE (MAI 2025 – OCTOBRE 2025)

- **Activités réalisées :**

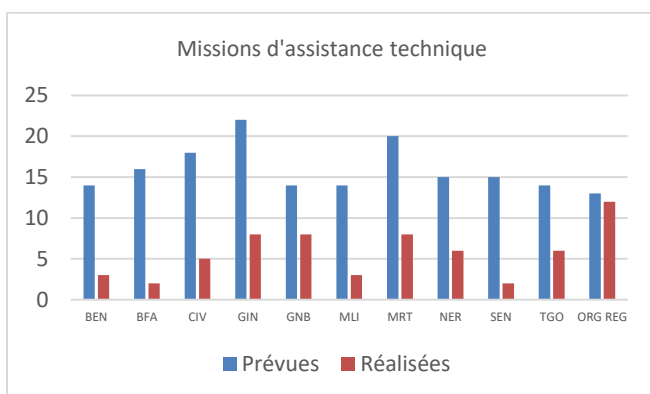
**Sur les 199 activités prévues, 72 ont été réalisées :**

- **63 missions d'assistance technique**
- **8 séminaires régionaux**
- **1 stage d'immersion**
- **Coût total : 3 millions<sup>1</sup> USD**

- **Premiers bénéficiaires :**

Les **organisations régionales**, la **Mauritanie**, la **Guinée**, et la **Guinée-Bissau** ont reçu le plus d'interventions.

**Graphique 6. Exécution du programme de travail de l'AF 2026 (Situation au 31 octobre 2025)**



Source : AFO

### ADMINISTRATION DOUANIERE

Les activités menées par l'AFRITAC de l'Ouest dans le domaine douanier au cours de la période sous revue s'inscrivent dans une approche structurée de transformation des administrations des douanes, alignée sur les standards internationaux et sur les priorités nationales de réforme.

L'assistance technique vise à renforcer durablement :

- L'efficacité des contrôles,
- La mobilisation des recettes,
- La facilitation du commerce,
- La gouvernance institutionnelle,
- Et l'utilisation stratégique des données et de l'analytique, y compris l'intelligence artificielle.

#### 1. Gouvernance stratégique et pilotage des réformes

Un axe central des interventions douanières concerne le renforcement de la gouvernance stratégique, condition essentielle à la réussite des réformes structurelles.

Les missions ont appuyé plusieurs administrations dans :

<sup>1</sup> Ce cout ne prend pas en compte le domaine de la dette, financé par le Japon.

- L'élaboration ou la mise en œuvre de plans de modernisation pluriannuels,
- La structuration des initiatives en portefeuilles de projets cohérents,
- La clarification des rôles entre directions métiers, informatique, ressources humaines et communication.

**En Guinée, l'assistance a permis d'accompagner le lancement du Plan stratégique de modernisation 2026–2030**, en structurant 57 initiatives en projets prioritaires et en introduisant des mécanismes de coordination inspirés des bonnes pratiques de gestion de projets publics. En Mauritanie, les travaux de suivi stratégique ont renforcé la capacité de pilotage et de priorisation des réformes, en lien avec les objectifs de performance de l'administration douanière.

**Résultat clé** : une meilleure lisibilité des réformes, un pilotage renforcé et une appropriation accrue par les équipes dirigeantes.

## 2. Gestion des risques et ciblage intelligent des contrôles

La gestion des risques constitue un pilier majeur des activités douanières, avec une évolution marquée vers des approches fondées sur les données et l'analytique avancée.

Les interventions ont porté sur :

- L'élaboration de cadres nationaux de gestion des risques,
- L'amélioration des règles de sélectivité,
- L'intégration progressive de techniques analytiques avancées (analyse de données, données miroir, apprentissage automatique).

**En Mauritanie, une mission structurante a conduit à l'élaboration d'une politique nationale de gestion des risques**, définissant les priorités de contrôle, les méthodes de profilage et les responsabilités institutionnelles. Des formations pratiques ont introduit l'usage de l'analyse de données et de techniques de machine learning pour améliorer la qualité du ciblage.

**Au Mali, au Niger et en Guinée, les missions ont permis d'identifier les faiblesses des dispositifs existants et de proposer des cadres renforcés,**

mieux articulés avec les systèmes d'information et les objectifs opérationnels.

**Résultat clé** : un ciblage plus pertinent des contrôles, contribuant à la fois à l'efficacité des interventions et à la facilitation des échanges.

## 3. Contrôle a posteriori et conformité

Le contrôle a posteriori (CAP) est au cœur de la modernisation des administrations douanières, en complément des contrôles au dédouanement.

Les activités ont visé :

- L'évaluation des dispositifs existants,
- L'élaboration de guides CAP,
- Le renforcement des méthodes d'analyse,
- L'intégration de l'analytique et de l'IA dans les processus de sélection des dossiers.

**Plusieurs pays, dont le Sénégal, le Niger, le Bénin et la Côte d'Ivoire, ont bénéficié d'un appui ciblé pour renforcer leurs dispositifs de CAP**, améliorer la qualité des audits et renforcer la conformité des opérateurs économiques.

**Un atelier régional a également été consacré à l'amélioration du contrôle a posteriori grâce aux outils de l'intelligence artificielle**, mettant en avant l'utilisation de l'analyse de données pour renforcer la sélectivité et l'efficacité des contrôles.

**Résultat clé** : un CAP plus structuré, plus ciblé et davantage orienté vers la gestion des risques.

## 4. Gouvernance des données, analytique et intelligence artificielle

La gouvernance des données et l'analytique constituent l'un des axes les plus innovants et structurants de l'assistance douanière.

Les missions ont accompagné les administrations dans :

- L'élaboration de stratégies de données et d'analytique,
- La définition de cadres de gouvernance des données et de l'IA,
- L'évaluation et la mise en place de plateformes analytiques,
- La structuration des projets IA et des pratiques.

**En Côte d'Ivoire, l'assistance a porté sur le renforcement du cadre de gouvernance des données et de l'IA**, l'évaluation des initiatives existantes et la recommandation de mécanismes visant à garantir la traçabilité, la cohérence et l'appropriation institutionnelle des projets analytiques.

**Au Togo et au Bénin, les missions ont soutenu le développement de stratégies data et analytique adaptées aux besoins opérationnels des douanes.**

Au Mali, un cadre de gouvernance des données a été élaboré afin de structurer l'utilisation des données au service du pilotage et de la gestion des risques.

**Résultat clé** : une transition progressive vers une administration douanière pilotée par les données, avec des bases solides pour l'industrialisation de l'IA.

## 5. Capital humain et professionnalisation

Les réformes douanières reposent également sur le renforcement du capital humain et la professionnalisation des fonctions clés.

Les interventions ont couvert :

- La gestion prévisionnelle des effectifs,
- La structuration des fonctions des ressources humaines (RH),
- L'élaboration de politiques de formation,
- Le développement des compétences analytiques et managériales.

En Guinée-Bissau, les missions ont permis de finaliser des outils RH fondés sur les compétences, de restructurer l'organigramme et de définir une stratégie nationale de formation.

Au Mali, des travaux similaires ont accompagné la modernisation de la fonction RH et le développement des compétences nécessaires à la gestion des risques et à l'analytique.

**Résultat clé** : une meilleure adéquation entre les compétences disponibles et les exigences croissantes de la modernisation douanière.

## 6. Coopération interinstitutionnelle et intégration régionale

Enfin, l'assistance douanière a fortement contribué à renforcer :

- La coopération entre douanes et administrations fiscales,
- Le partage d'informations,
- L'harmonisation des pratiques au niveau régional.
- Des missions et ateliers régionaux ont facilité les échanges d'expériences, notamment en matière de :
  - Gestion des exonérations,
  - Analyse des risques,
  - Fiscalité minière,
  - Échanges de données douane-impôts.

**Résultat clé** : Une action douanière mieux intégrée dans l'écosystème des finances publiques et une dynamique régionale renforcée.

## ADMINISTRATION FISCALE

**L'AFO a mené 7 missions d'assistance technique pour appuyer les administrations fiscales des pays membres et 1 séminaire régional qui a réuni tous les pays lusophones membres des centres de renforcement des capacités du FMI en Afrique.** Les travaux du séminaire se sont focalisés sur le Leadership et la gestion des réformes pour les administrations fiscales et douanières lusophones. Les interventions ont ciblé l'amélioration de la gestion des risques de non-conformité et le renforcement des fonctions clés. Au Bénin, l'appui a porté sur la programmation automatisée du contrôle fiscal selon une approche basée sur les risques. À la suite de la requête de l'Office Togolais des Recettes (OTR), une

évaluation du système d'administration fiscale de la République du Togo a été conduite par AFW avec la participation d'experts de l'ATAF, de la Banque mondiale, du FMI et de la France selon la méthodologie et les critères de l'Outil de diagnostic dénommé Tax Administration Diagnostic Assessment Tool (TADAT). Cette évaluation a permis non seulement de mesurer la performance et le niveau de maturité de l'administration fiscale togolaise au regard des meilleures pratiques internationales, mais aussi d'établir un nouveau référentiel qui servira de base à la planification stratégique 2026-2028 de l'OTR.

**La mission en Mauritanie a permis d'améliorer la gouvernance et de renforcer la gestion de la conformité fiscale et douanière des entreprises, à la**

suite de l'adoption de la nouvelle loi sur la zone franche de Nouadhibou.

**En Guinée, la mission**, organisée concomitamment avec une mission d'assistance technique à la douane, a permis d'identifier les lacunes dans l'administration fiscale du secteur minier. La mission conduite au Niger a permis d'identifier et de définir un cadre sécurisé de gestion du portefeuille des contribuables actifs. Sur la base d'un dialogue et des canaux électroniques sécurisés, un cadre de collaboration entre l'administration fiscale et les autres administrations financières publiques d'une part, et entre l'administration fiscale et les principaux acteurs du secteur privé (banque, assurance et télécommunications) a été mis en place.

**Au Bénin, l'activité qui a été menée a contribué** à la consolidation de la programmation automatisée du contrôle fiscal sur la base des risques. La deuxième évaluation TADAT au Burkina Faso, a permis de mettre en valeur les progrès réalisés par l'administration fiscale Burkina bé depuis la première évaluation réalisée en 2017.

**Au niveau régional**, une visite auprès de la direction des Finances Publiques et de la Fiscalité Intérieure de la commission de l'UEMOA a permis de confirmer l'intérêt pour une collaboration et un soutien afin d'harmoniser les procédures et les processus visant à remédier aux principales faiblesses communes identifiées par l'outil TADAT dans l'administration fiscale des États membres.

## GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

**Plusieurs missions ont été conduites en vue de renforcer la GFP.** Au niveau régional, l'AFO a participé à plusieurs activités de l'UEMOA, notamment : le Séminaire régional au profit des cours des comptes nationales sur le contrôle interne et le contrôle de gestion ; la Réunion de l'Observatoire des Finances Publiques de l'UEMOA ; la finalisation de la rédaction du guide consolidé sur le contrôle interne budgétaire et comptable ; la 14e réunion du réseau des praticiens des finances publiques de l'UEMOA. À la demande des autorités nigériennes, une mission interdépartementale du FMI (département des finances publiques, département juridique, département des capitaux et des marchés monétaires et l'AFO) a conduit une Évaluation Diagnostique de la Gouvernance au

Niger. Organisée en deux phases (mission exploratoire en juin et mission principale en septembre), cette évaluation a permis d'identifier les domaines les plus vulnérables à la gouvernance et à la corruption, et partant, de proposer des mesures correctrices nécessaires.

**L'activité conduite Guinée-Bissau** a contribué au renforcement des capacités des acteurs du cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) et du cadre des dépenses à moyen terme (CDMT) au sein du ministère des Finances et des ministères sectoriels. Une autre mission a aidé les autorités à améliorer leur organisation comptable à travers une revue qualité du projet d'arrêté portant organisation de la Direction générale du Trésor (DGTCP). Elle a également organisé un atelier de renforcement des capacités en matière de comptabilité au bénéfice de vingt-cinq cadres chargés de la comptabilité et de la coordination des réformes de la gestion des finances publiques (GFP).

**Le séminaire régional sur les monnaies numériques** organisé par le siège avec l'appui de l'AFO a fait le point des avancées et effets potentiels des monnaies numériques, notamment les monnaies numériques des banques centrales (MNBC) et les nouveaux systèmes de paiement numérique, sur les opérations budgétaires et de trésorerie dans la région.



*Atelier sur la fiscalité minière et les prix de transfert*

## ANALYSE MACRO-BUDGETAIRE

**Le programme d'activités a renforcé l'intégration des prévisions macroéconomiques et budgétaires, avec un accent sur la gestion des risques budgétaires et l'amélioration des outils de prévision macrobudgétaire.** En Mauritanie, une mission FAD-AFO a évalué les progrès de la gestion macro budgétaires grâce à la

Loi de finances (LOLF 2018) et appelé à améliorer la coordination, les prévisions macroéconomiques et la stratégie budgétaire à court et à moyen terme.

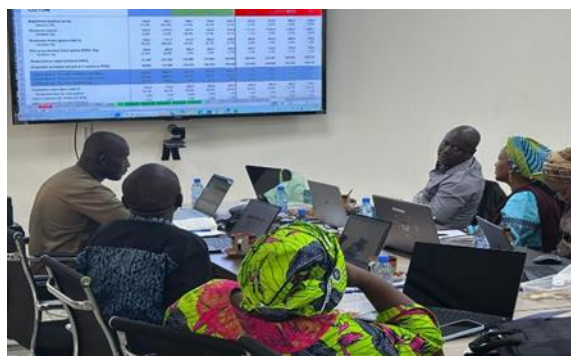
**En Guinée, la mission FAD-AFO, soutenue par l'UE,** s'est penchée sur le budget par programmes, le reporting et la gestion des risques budgétaires, avec validation du programme du conseiller résident.

**Un séminaire AFO-UEMOA-AFRISTAT sur la situation économique** du premier semestre 2025 et les prévisions macrobudgétaires pour 2025-2028 dans les États membres de l'UEMOA, le Cap-Vert, la Guinée et la Mauritanie. Ce séminaire a permis de discuter sur les indices d'activités, a analysé les évolutions macroéconomiques et présenté les perspectives régionales du FMI.

**Au Mali, une visite d'étude au Burkina Faso** a permis d'échanger sur les pratiques de prévision macrobudgétaire, tandis qu'une mission a optimisé l'utilisation du modèle macrobudgétaire MME/DNPD rénové, notamment par l'automatisation sous Excel.

**En Côte d'Ivoire, une mission a contribué à renforcer les analyses** sur les risques budgétaires notamment ceux liés aux catastrophes naturelles, à travers la revue du projet de déclaration sur les risques budgétaires accompagnant le projet de loi de finances 2026.

En Guinée, une mission a porté la prévision des recettes via des ateliers techniques et l'amélioration de l'outil MOPREP.



*Mali-Optimisation de l'utilisation du modèle MME/DNPD rénové*

## **GESTION DE LA DETTE ET DEVELOPPEMENT DES MARCHES FINANCIERS**

**Le Centre a soutenu les États dans la gestion prudente de leur dette publique et le développement des marchés locaux de titres d'État,** notamment à travers des formations, des missions techniques et des conseils stratégiques.



*Séminaire conjoint AFW-AFC, Douala, juillet 2025*

**Le séminaire sur l'audit interne de la gestion de la dette publique, organisé par les AFRITACs du Centre et Ouest,** a réuni quarante experts de dix-huit pays pour échanger sur le contrôle, l'audit, les risques et le partage de bonnes pratiques. Au Togo, la formation sur la gestion du risque de marché lié à la dette a renforcé la maîtrise des indicateurs et méthodes d'atténuation des participants.

**En Mauritanie, les équipes financières ont amélioré leur compréhension des marchés de titres d'État** et exprimé leur intérêt pour des futures formations. L'évaluation du plan de développement du marché des valeurs du Trésor a permis d'actualiser les priorités et d'appuyer la consolidation des progrès accomplis.

**En Guinée-Bissau, la deuxième phase du programme triennal a permis à la DGDP de produire plus de rapports et bulletins grâce à la montée en compétences de ses agents.** En Côte d'Ivoire, la mission sur la stratégie de la gestion de la dette à moyen terme a réduit le risque lié à la dépendance à une personne-clé et identifié des axes d'amélioration.

## SUPERVISION BANCAIRE

Les missions menées auprès de la Mauritanie, la Guinée et l'UMOA ont notamment porté sur la mise en place d'outils de contrôle des risques informatiques et cyber, l'accompagnement à la transition vers les normes IFRS 9, le **développement de systèmes de notation et d'alerte précoce**, ainsi que le renforcement des cadres réglementaires sur la liquidité et les grands risques. Un accent a été mis sur la formation des superviseurs, l'appui à la supervision des établissements financiers spécialisés et l'intégration des risques financiers liés au climat dans la surveillance bancaire régionale.

**En Mauritanie, une mission a renforcé la supervision des risques cyber et informatiques**, et fourni à la Banque centrale (BCM) de nouveaux outils pour le contrôle et le reporting relatifs à ces risques, ainsi qu'une méthodologie pour les inspections sur place impliquant éventuellement des consultants externes. Une autre mission a soutenu la mise en œuvre des normes IFRS 9, accompagné la définition d'une stratégie ECL à la BCM, révisé les réglementations sur les grandes expositions et parties liées, et organisé des ateliers pour préparer le secteur bancaire à la transition vers les normes internationales.

**En Guinée, la Banque centrale (BCRG) a finalisé l'architecture d'un système de notation et d'alerte précoce**, intégrant critères qualitatifs et plan d'action adapté à chaque banque, testé avec des données réelles. Une procédure détaillée de notation a été établie. Par ailleurs, la mise en œuvre du ratio de couverture de liquidité (LCR) a été approfondie avec une étude d'impact couvrant 45 pour cent du secteur bancaire ; la plupart des banques respectent le seuil requis, et la méthodologie d'identification des banques systémiques (D-SIBs) a été actualisée.

**Le Secrétariat de la commission bancaire de l'UMOA (SGCBU) a organisé une formation sur la supervision des établissements financiers spécialisés, incluant études de cas et analyse détaillée de quatre catégories d'institutions.** Quinze superviseurs y ont participé. Enfin, un séminaire interrégional a réuni des autorités bancaires francophones d'Afrique subsaharienne pour partager les bonnes pratiques de supervision des risques financiers liés au climat. Il a souligné l'importance de l'intégration de ces risques dans la surveillance bancaire afin d'assurer la stabilité financière durable, ouvrant la voie à de futures initiatives d'assistance technique bilatérale.

## STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

Dans le domaine des statistiques de finances publiques (SFP), l'AFRITAC de l'Ouest a poursuivi son soutien aux pays membres dans la mise en œuvre du **Manuel de statistiques de finances publiques 2014 du FMI**. Cet appui a visé d'abord à affiner la situation des opérations (TOFE) de l'administration centrale budgétaire avant d'étendre progressivement la couverture à tous les sous-secteurs des administrations publiques et au secteur public entier. L'accompagnement de l'AFO a visé également à produire des situations supplémentaires du cadre d'analyse du MSFP, notamment les statistiques de la dette du secteur public.

**En Guinée-Bissau, une formation intensive a été organisée pour initier les participants aux méthodologies SFP et à la gestion de la dette publique, suivie d'exercices pratiques** et d'une analyse des données existantes. Des recommandations ont été formulées pour améliorer la qualité des données, incluant la création d'un compte unique du Trésor.

**En Mauritanie, la mission a favorisé la création du « Comité TOFE » pour coordonner les SFP et reconnu la CNASS comme caisse de sécurité sociale.** Elle a aussi soutenu la Direction Générale de la Dette dans l'adoption des normes internationales et de nouveaux outils de gestion. Les recommandations clés portent sur la formation, la transmission des données annuelles au FMI et des réunions régulières.

**Au Niger, l'appui a permis d'actualiser et d'analyser divers tableaux financiers selon les normes régionales et internationales**, notamment pour l'administration centrale, la sécurité sociale, les unités extrabudgétaires et les collectivités locales. Le principal défi reste le manque de personnel dédié pour élargir la couverture des SFP. Une autre mission a accompagné la migration vers le manuel MSFP 2014, validé la plupart des recommandations antérieures et produit les TOFE pour plusieurs sous-secteurs. Un calendrier de diffusion a été adopté et la Banque centrale doit fournir la Créance Nette des Institutions de Dépôts pour combler le manque de données sur la trésorerie.

**En Guinée, la mission visait à réconcilier les données primaires de l'administration centrale**

**budgétaire (ACB) et à élargir la couverture institutionnelle des opérations financières publiques.** Cette mission a relevé les défis de coordination des activités et de rapprochement des données primaires de l'ACB. Elle a aussi abouti à la production de la situation des opérations pour les EPA, les collectivités locales et la CNSS, malgré des difficultés persistantes de collecte de données.

**Au Sénégal, la mission sur les statistiques de la dette du Secteur Public a permis d'améliorer considérablement les statistiques à travers l'analyse des Ajustements Stock-Flux,** réduisant des différences. Toutefois, pour pérenniser ces améliorations, la mission recommande en priorité d'affiner la classification des dépenses, d'intégrer les effets de change sur la dette en devises et de renforcer la consolidation des données.

**Au Togo, la mission visait à renforcer la production et la diffusion des SFP, en étendant la couverture institutionnelle au-delà de l'ACB.** Pour ce faire, elle a produit la situation des opérations pour des échantillons plus importants d'Etablissements Publics Nationaux (EPN), de Collectivités Territoriales (CT) et d'Organismes de Protection Sociale (OPS). En outre, la mission a appuyé les autorités dans la conduite de l'exercice d'ajustement stock-flux (ASF) sur la période 2017–2023.

Au Bénin, Les opérations consolidées ont permis d'obtenir un TOFE conforme au MSFP 2014 et de valider les nouveaux canevas. La classification fonctionnelle est opérationnelle dans le système budgétaire mais l'intégration des restes à recouvrer doit être faite.

**Un séminaire régional organisé a réuni 40 cadres de différents pays pour renforcer leurs capacités en matière de consolidation des opérations financières publiques selon les normes internationales.** Les échanges et les exercices pratiques ont permis de partager les bonnes pratiques et les défis, tous les pays s'engageant à consolider leurs opérations d'ici à fin 2027.

## STATISTIQUES DU SECTEUR REEL

**AFO accompagne ses pays membres dans la mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale 2008 et le changement d'année de base,** avec un appui particulier au Bénin, à la Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger pour la mise en place des comptes nationaux trimestriels. Un atelier régional a offert une formation approfondie sur les méthodes d'ajustement saisonnier aux comptables nationaux et analystes de dix pays de l'AFRITAC de l'Ouest (AFW), leur permettant de publier des comptes nationaux trimestriels (CNT) et des indicateurs de haute fréquence. L'AFO a également participé à un webinaire organisé par l'UEMOA sur la compilation du PIB trimestriel par la dépense (PIB-TD), favorisant le partage des connaissances entre 46 statisticiens de huit États membres.

**Un accompagnement à distance a aidé l'INSEED du Togo à finaliser les bilans des comptes financiers pour 2019-2020** et à intégrer les approches par la dépense dans les CNT. L'INS du Niger a reçu un appui pour aligner les CNT sur les nouveaux Comptes Nationaux Annuels (CNA), produisant des séries préliminaires et la documentation associée. L'INSTAT du Mali a été guidé dans la finalisation et la publication de séries rétopolées révisées du PIB et dans la planification de futurs renforcements de capacités.

**La Guinée-Bissau a bénéficié de l'examen des méthodes d'estimation des CNA, de l'élargissement de la collecte de données et de formations pratiques** du personnel pour renforcer les comptes nationaux.

**L'ANStat de Côte d'Ivoire a affiné les indicateurs de haute fréquence et amélioré l'intégration des CNT,** tout en comblant les lacunes en matière de finances publiques et d'informations sur les sociétés non financières. Une mission a soutenu la cohérence interne des chiffres de capacité/besoin de financement et insisté sur l'importance d'une déclaration précise des transactions financières. Le prochain changement d'année de base du PIB en 2026 devrait intégrer les données des enquêtes de référence pour améliorer encore les estimations des CNA.

**Le Burkina Faso a réalisé des progrès significatifs dans la révision de la base du PIB, utilisant des sources solides (enquêtes et**

**recensements) pour actualiser la structure et le niveau de l'économie**, avec des estimations préliminaires indiquant une révision du PIB de 16 % par rapport aux précédents repères. Les examens méthodologiques ont montré une meilleure conformité aux normes du SCN et une amélioration de la couverture sectorielle. L'INSD devrait renforcer la documentation et achever les estimations de 2022 d'ici fin 2025.



*Le ministre des Finances du Burkina Faso accorde une audience aux cadres du Mali dans le cadre d'un voyage d'études*

## ETATS FINANCIERS

**Le budget de la cinquième phase de financement du Centre hors contribution FMI et pays hôte en nature, s'élève à 49,4 millions USD** (Phase V, septembre 2024-avril 2029).

**Les pays membres contribueront financièrement à hauteur de 8 millions USD.** Cinq pays sur dix ont signé la lettre d'entente pour contribuer au financement de la Phase V.

**Le FMI et nos partenaires institutionnels contribueront à hauteur de la différence, soit**

**41,4 millions USD**, étant précisé que le FMI contribuera à hauteur de 7,3 millions USD.

La contribution reçue des six partenaires (l'Union Européenne, la France, la Chine, l'Arabie Saoudite, la Belgique et l'Allemagne) au 31 octobre de la part des bailleurs s'élève à 20.9 millions USD.

**Quant aux dépenses engagées au cours de l'année fiscale 2026, elles s'élèvent à 3 millions USD**, (29% du budget prévu pour l'année fiscale 2026) au 31 octobre.

**Tableau2. Exécution du budget de l'année fiscale 2026 (en USD au 31 octobre 2025)**

Projet	Résumé de la phase			AF2026		
	Budget du programme	Budget opérationnel	Dépenses	Budget opérationnel	Dépenses	Exécution (%)
Gestion des dépenses publiques	13,892,634	13,537,902	2,358,131	2,816,408	603,029	21%
Administration douanière	4,805,225	4,470,993	603,397	974,193	208,061	21%
Administration fiscale	9,933,323	9,764,607	1,968,527	2,002,554	581,860	29%
Supervision bancaire	4,822,482	4,756,679	944,162	994,602	348,527	35%
Statistiques du secteur réel	4,643,528	4,594,804	923,302	969,602	384,955	40%
Statistiques de finances publiques	4,004,632	3,932,833	903,065	828,266	435,385	53%
Administration du Projet	2,469,998	2,238,636	328,253	491,843	147,305	30%
Projet de formation	-	-13,040	-	-	13,040	-
Gouvernance et Evaluation	403,731	381,702	11,295	91,237	11,295	12%
Budget Stratégique de Réserve	1,102,612	990,394	-	236,731	-	-
Cadres Macroéconomiques	175,000	66,005	66,005	-	-	-
<b>Sous-Total</b>	<b>46,253,165</b>	<b>44,721,516</b>	<b>8,106,138</b>	<b>9,405,436</b>	<b>2,733,457</b>	<b>29%</b>
Gestion du fonds fiduciaire	3,237,722	3,130,506	567,430	658,381	191,342	29%
<b>Total</b>	<b>49,490,887</b>	<b>47,852,022</b>	<b>8,673,567</b>	<b>10,063,817</b>	<b>2,924,799</b>	<b>29%</b>

**Tableau3. Etat des contributions financières pour la Phase V (en USD au 31 octobre 2025)**

Partenaires				En Dollars U.S.A		
	Accord Amendement	Accord	Accord	Accord	Contributions	
	Signed Date	Devise	montant	Amount	Reçues	Future
<b>Partenaires</b>				<b>23,354,742</b>	<b>20,881,679</b>	<b>2,546,002</b>
Belgique	44,539	EUR	1,000,000	1,134,816	1,070,017	-
Chine	45,281	USD	4,000,000	4,000,000	4,000,000	-
UE	45,448	USD	10,400,000	10,400,000	10,201,629	-
France	45,395	EUR	4,600,000	4,896,765	2,680,620	2,546,002
Allemagne	44,917	EUR	1,000,000	1,061,008	1,067,260	-
Arabie Saoudite	45,517	USD	1,862,153	1,862,153	1,862,153	-
<b>Membres</b>				<b>3,011,050</b>	<b>-</b>	<b>3,011,050</b>
Guinée	45,953	USD	900,000	900,000	-	900,000
Guinée-Bissau	45,910	USD	1,000,000	1,000,000	-	1,000,000
Togo	45,903	USD	1,111,050	1,111,050	-	1,111,050
<b>Total Partenaires et Membres</b>				<b>26,365,792</b>	<b>20,881,679</b>	<b>5,557,052</b>
<b>Transferts internes</b>						
Benin				38,769	38,769	-
Burkina Faso				7,810	7,810	-
Cote D'Ivoire				47,151	47,151	-
France				394,357	394,357	-
Guinée				7,810	7,810	-
Mali				15,623	15,623	-
Mauritanie				29,063	29,063	-
Sénégal				46,291	46,291	-
<b>Total Transferts internes</b>				<b>586,874</b>	<b>586,874</b>	<b>-</b>
<b>Pays hôte</b>						
Cote D'Ivoire		USD	2,396,276	2,396,276	-	2,396,276
<b>Total Pays hôte</b>				<b>2,396,276</b>	<b>-</b>	<b>2,396,276</b>
<b>Grand Total</b>				<b>29,348,942</b>	<b>21,468,553</b>	<b>7,953,328</b>

**PROGRAMME DE TRAVAIL DU DEUXIEME SEMESTRE DE L'ANNÉE FISCALE 2026**

**Tableau4. Administration douanière**

Pays	Nombre de missions	Thématiques	Jalons / Résultats attendus
Bénin	2	Stratégie d'analyse de données	Stratégie analytique adoptée
		Guide Contrôle <i>a posteriori</i> (PCA)	PCA renforcé
Burkina Faso	2	Evaluation en douane	Alignement OMC
		Revue des processus de dédouanement	Procédures simplifiées
Côte d'Ivoire	1	Contrôle <i>a posteriori</i> (PCA)	Ciblage amélioré
Guinée	2	Contrôle <i>a posteriori</i> (PCA)	Ciblage amélioré
		Planification stratégique	Pilotage renforcé
Mali	2	Gouvernance des données	Gouvernance des données améliorée
		Gestion des ressources humaines	Ressources humaines modernisées
Mauritanie	2	Contrôle <i>a posteriori</i> (PCA)	Ciblage amélioré
		Suivi stratégique	Pilotage renforcé
Niger	3	Gestion des risques	Gestion des risques renforcée
		Gestion des exonérations	Gestion des exonérations améliorée
		Diagnostic contrôle <i>a posteriori</i> (PCA)	Points de faiblesse identifiés
Sénégal	3	Contrôle <i>a posteriori</i> (PCA)	Ciblage amélioré
		Gestion des risques	Gestion des risques renforcée
		Coopération douane-impôts	Coopération consolidée
Togo	1	Gestion des exonérations	Rationalisation des régimes

**Tableau5. Administration fiscale**

Pays	Nombre de missions	Thématiques	Jalons / Résultats attendus
Bénin	1	Participation à la mission FAD et appui à la mise en œuvre de la SRMT	Les réformes prioritaires de la SMRMT nécessitant un soutien de l'AFW sont identifiées
Burkina Faso	2	Renforcement des capacités en matière de conduite des réformes et institutionnalisation d'une stratégie de réforme pluriannuelle et claire (RBM)	Un plan d'actions post TADAT est élaboré
		Renforcement de l'analyse risque dans la programmation des contrôles fiscaux	La programmation automatisée des contrôles fiscaux est évaluée et ajustée
Côte d'Ivoire	3	Revue des procédures fiscales Phase I (RBM)	Les procédures fiscales à moderniser, simplifier et aligner sur les standards internationaux sont identifiées
		Revue des procédures fiscales Phase II (RBM)	Un premier projet de révision du Livre des procédures fiscales est élaboré
		Renforcement des axes de contrôle et des initiatives utilisées pour détecter et prévenir la fraude et l'évasion fiscales (RBM, TADAT DA6-19)	Un projet de renforcement du dispositif existant de contrôle conjoint DGI / DGD est élaboré
Guinée	2	Amélioration de la connaissance du tissu fiscal et des contribuables potentiels (RBM, TADAT DA1-2)	Les principaux risques d'incivisme fiscal identifiés dans le plan stratégique de modernisation (PSM 2024-2026) sont évalués
		Renforcement de la capacité de pilotage des missions et de gestion des réformes (RBM) – À moyen terme	Un plan d'accompagnement du changement avec le déploiement de SAFIG 2, tant pour les responsables, les cadres intermédiaires, que les agents, est élaboré
Guinée-Bissau	3	Appui à la mise en œuvre de la TVA introduite en 2025	Un plan d'accompagnement de la DGCI est élaboré et mis en œuvre
		Modernisation des procédures de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	La stratégie de collecte et de traitement des données visant l'élargissement de l'assiette fiscale est mise en œuvre et évaluée
		Renforcement de la fonction et modernisation des procédures de recouvrement, y compris des arriérés fiscaux	Une stratégie de modernisation du recouvrement est élaborée et un plan d'apurement des restes à recouvrer est adopté
Mali	3	Poursuite du renforcement des fonctions de base de l'administration des moyennes entreprises	Plan de pilotage et de maîtrise des risques de conformité des moyennes entreprises s'appuyant sur SIGTAS et ETAX adoptés et mis en œuvre
		Appui à l'opérationnalisation des procédures d'enquêtes, de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	Les procédures et techniques d'enquêtes visant la détection des fraudes sont formalisées et appropriées par les brigades d'enquêtes (1)
		Appui à l'opérationnalisation des procédures d'enquêtes, de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	Les procédures et techniques d'enquêtes visant la détection des fraudes sont formalisées et appropriées par les brigades d'enquêtes (2)
Mauritanie	3	Amélioration de la connaissance du tissu fiscal et des contribuables potentiels (RBM, TADAT DA1-2)	Un calendrier et les procédures opérationnelles pour intégrer les entreprises de la Zone franche de Nouadhibou au répertoire de la DGI sont proposées
		Revue de l'organisation structurelle de la DGI pour permettre une mise en œuvre plus efficace de la stratégie et des réformes d'administration fiscale (RBM)	Des fiches de poste sont rédigées et un projet de séparation claire des rôles et responsabilités entre les services centraux (définition des procédures, planification et suivi) et les services opérationnels (exécution) est proposé
		Renforcement des axes de contrôle et des initiatives utilisées pour détecter et prévenir la fraude et l'évasion fiscales (RBM, TADAT DA6-19)	Un programme de contrôle fiscal, basé sur les standards internationaux et l'analyse risque, est élaboré
Niger	2	Modernisation des procédures de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	La collaboration entre la douane et les impôts en vue de l'élargissement de l'assiette fiscale est relancée
		Systématisation de l'approche analyse risque en matière de programmation du contrôle fiscal	La programmation du contrôle fiscal externe se fait sur la base de l'analyse risque
Sénégal	3	Renforcement de l'intégrité et de la fiabilité du répertoire des contribuables (RBM, TADAT DA1-1)	Une méthodologie de saisie et de mise à jour des données du fichier des contribuables au moyen du Système informatique de validation des adresses physiques (SIVAP) est définie
		Renforcement de la collecte des données utiles à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales (RBM, TADAT DA6-22)	Les principales sources de données en format dématérialisé avec une forte valeur ajoutée en matière d'élargissement de l'assiette sont identifiées pour être exploitées sur la base d'un tableau des risques et d'anomalies pré identifiées
		Renforcement des services offerts au contribuable pour lui	Un projet de réorganisation et de modernisation

		faciliter l'accomplissement volontaire de ses obligations (RBM, TADAT DA3-8)	des procédures internes est élaboré pour qu'une large part des contribuables puissent payer leurs impôts via le Système unifié de télépaiement (SUT)
Togo	2	Renforcement des capacités en matière de conduite des réformes et institutionnalisation d'une stratégie de réforme pluriannuelle et claire	Un plan d'actions post TADAT est élaboré
		Renforcement de la fonction et modernisation des procédures de recouvrement, y compris des arriérés fiscaux	Un dispositif de pilotage et un plan de maîtrise et d'apurement des restes à recouvrer, basé sur les risques, sont définis et adoptés

**Tableau6. Gestion des finances publiques (Budget)**

Pays	Nombre de missions	Thématiques	Jalons / Résultats attendus
Bénin	1	Poursuite des travaux sur le contrôle interne budgétaire (CIB)	Le cadre institutionnel du CIB est mis en place et son déploiement opérationnel est effectif dans au moins quatre ministères prioritaires
Burkina Faso	2	Suivi du PIMA/CPIMA	Les recommandations du PIMA/CPIMA se mettent progressivement en place
		Suivi du GDA	Les recommandations de la mission gouvernance se mettent progressivement en place
Côte d'Ivoire	2	Poursuite des travaux sur le contrôle interne budgétaire (CIB)	Les pratiques actuelles prennent en compte les nouveaux paradigmes de gestion budgétaire en mode programme
		Renforcement de la mise en œuvre du budget de programme (2)	La gestion budgétaire en mode programme s'aligne sur les standards internationaux
Guinée	1	Mission interdisciplinaire sur la mise en place d'une plateforme de collaboration sur les données économiques et financières	Le plan d'action pour la mise en place de la plateforme est adopté
Mali	1	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire (CIB)	Les cadres institutionnel et technique du CIB sont en place et les formateurs relais formés
Mauritanie	1	Appui à la mise en œuvre du budget de programme	La gestion budgétaire en mode programme s'aligne sur les standards internationaux
Sénégal	2	Appui à la mise en œuvre des mesures suite au rapport de la Cour des comptes sur le <i>misreporting</i> (1)	Les insuffisances constatées dans le rapport de la Cour des comptes sont progressivement corrigées
		Appui à la mise en œuvre des mesures suite au rapport de la Cour des comptes sur le <i>misreporting</i> (2)	Les insuffisances constatées dans le rapport de la Cour des comptes sont progressivement corrigées
Togo	1	Renforcement du reporting budgétaire	Les rapports au titre de reporting sont implémentés dans le système d'information

**Tableau7. Gestion des finances publiques (Comptabilité et Trésor)**

Pays	Nombre de missions	Thématiques	Jalons / Résultats attendus
Côte d'Ivoire	1	Elaborer le bilan d'ouverture de l'Etat et mettre en place le Contrôle interne comptable (CIC)	Les outils d'opérationnalisation du CIC sont disponibles et la qualité des états financiers s'est améliorée
Guinée	1	Consolider la mise en exploitation du SCIE et assainir la balance générale des comptes du Trésor	Les états financiers annuels sont produits dans les délais et leur qualité s'est améliorée
Mauritanie	1	Elaborer le bilan d'ouverture de l'Etat et assainir la balance générale des comptes du Trésor	La revue qualité du bilan d'ouverture de l'Etat est assurée et la qualité des états financiers s'est améliorée

**Tableau8. Statistiques des finances publiques**

Pays	Nombre de missions	Thématiques	Jalons / Résultats attendus
Bénin	1	Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014 Extension des autres tableaux du cadre d'analyse minimum aux sous-secteurs de l'administration publique Production d'une ébauche du bilan financier Élargissement du champ des statistiques de finances publiques au secteur de l'administration publique Prise en compte des avantages en nature dans le TOFE	Mise à jour des SFPs de l'ACB selon le MSFP 2014 : (i) série jusqu'à 2022, sur base de l'ancienne NBE ; et (ii) série 2023 selon la nouvelle NBE selon la Directive UEMOA portant NBE. Collecte et examen des données source en vue de la production des statistiques du reste des différents sous-secteurs de l'administration publique conformément au MSFP 2014

Burkina Faso	2	<p>Poursuite de l'affinement du TOF consolidées du secteur des administrations publiques selon le MSFP 2014</p> <p>Poursuite de l'élaboration du TOF des unités extrabudgétaires des Collectivités territoriales</p> <p>Elaboration du TOF des sociétés publiques</p> <p>Elaboration du TOF consolidé du secteur public à titre expérimental</p> <p>Poursuite de l'affinement des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie pour l'administration centrale budgétaire</p> <p>Affinement de la situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP</p> <p>Production de la situation de la dette du secteur public.</p> <p>Elaboration du bilan complet</p> <p>Formation et sensibilisation des acteurs sur la méthodologie du MSFP 2014</p>	<p>Le TOF consolidées du secteur des administrations publiques est affiné</p> <p>Le TOF des unités extrabudgétaires des Collectivités territoriales est élaboré</p> <p>Le TOF des sociétés publiques est produit.</p> <p>Le TOF consolidé du secteur public est élaboré à titre expérimental</p> <p>Les situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie sont affinées pour l'administration centrale budgétaire</p> <p>La situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP est affinée</p> <p>La situation de la dette du secteur public est produite</p> <p>Le bilan complet est élaboré</p> <p>Les acteurs sont formés et sensibilisés sur la méthodologie du MSFP 2014</p>
Côte d'Ivoire	1	<p>Elaboration du TOFE du secteur public selon le MSFP 2014, par la consolidation des TOFEs du sous-secteur des sociétés publiques déjà couvertes, et ceux des sous-secteurs des administrations publiques</p> <p>Affinement des situations de la dette (notamment par le remplissage et publication du Questionnaire des Statistiques de la Dette du Secteur Publique-QSDSP), du bilan financier et des flux de trésorerie</p> <p>Intégration des avantages en nature dans le TOFE</p>	<p>Le TOFE du secteur public (comprenant le plus grand nombre de sociétés publiques possible) est régulièrement produit, conformément au MSFP 2014</p> <p>Production et dissémination régulière du QSDSP</p> <p>Prise en compte des opérations non monétaires dans les SFP cas des véhicules de fonctions et des dons en nature</p>
Guinée	1	<p>Poursuite de l'affinement du TOF de l'administration centrale budgétaire suivant le TDB et la BGCT en assurant la cohérence des données primaires</p> <p>Production des TOFE des unités extrabudgétaires, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale à titre expérimental</p> <p>Production des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie pour l'administration centrale budgétaire</p> <p>Affinement de la situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP</p> <p>Production de la situation de la dette du secteur public</p> <p>Formation et sensibilisation des acteurs sur la méthodologie du MSFP 2014</p>	<p>Le TOF de l'administration centrale budgétaire suivant le TDB et la BGCT est affiné</p> <p>Les TOFE des unités extrabudgétaires, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale sont produits à titre expérimental</p> <p>Les situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie sont produites pour l'administration centrale budgétaire</p> <p>La situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP est affinée</p> <p>La situation de la dette du secteur public est produite</p> <p>Les acteurs sont formés et sensibilisés sur la méthodologie du MSFP 2014</p>
Mali	1	<p>Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2014 des sous-secteurs de l'administration publiques</p> <p>Affinement des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie</p> <p>Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques</p>	<p>Mise à jour des SFPs de l'ACB jusqu'à 2023</p> <p>Finalisation des projets des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique produites conformément au MSFP 2001/2014</p> <p>Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum du central budgétaire</p>
Sénégal	1	<p>Affinement des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique</p> <p>Production de la situation consolidée de l'administration publique selon les normes et délais de la NSDD</p> <p>Élargissement des statistiques au secteur public</p> <p>Élargissement du champ des tableaux du cadre d'analyse minimum</p> <p>Production du compte de patrimoine</p> <p>Intégration des avantages en nature dans le TOFE</p> <p>Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP)</p>	<p>La situation consolidée des statistiques de l'administration publique est produite conformément aux délais de la NSDD</p> <p>Prise en compte des opérations non monétaires dans les SFP cas des véhicules de fonctions et des dons en nature</p> <p>Production du compte de patrimoine</p> <p>Élargissement du champ de couverture de la dette au secteur public et des situations consolidées du secteur public</p>
Togo	1	<p>Poursuite de l'affinement du TOF de l'administration centrale budgétaire en assurant la cohérence des données primaires</p> <p>Production des TOFE des unités extrabudgétaires, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale à titre expérimental</p> <p>Production des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie pour l'administration centrale budgétaire</p> <p>Affinement de la situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP</p> <p>Production de la situation de la dette du secteur public</p> <p>Formation et sensibilisation des acteurs sur la méthodologie du MSFP 2014</p>	<p>Le TOF de l'administration centrale budgétaire suivant le TDB et la BGCT est affiné</p> <p>Les TOFE des unités extrabudgétaires, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale sont produits à titre expérimental</p> <p>Les situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie sont produites pour l'administration centrale budgétaire</p> <p>La situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP est affinée</p> <p>La situation de la dette du secteur public est produite</p> <p>Les acteurs sont formés et sensibilisés sur la méthodologie du MSFP 2014</p>

**Tableau9. Statistiques du secteur réel**

Pays	Nombre de missions	Thématiques	Jalons / Résultats attendus
Bénin	2	Formation des nouveaux cadres sur le Système de comptabilité nationale	Les nouveaux cadres sont en mesure de contribuer aux travaux de traitement des données sources et de production des comptes nationaux
		Rebasage des comptes nationaux	Les travaux préliminaires de mise en œuvre du rebasage des comptes nationaux avec l'année 2023 comme nouvelle année de base sont effectués
Burkina Faso	1	Désaisonnalisation des comptes nationaux trimestriels	Le calendrier des fêtes est disponible ; les modèles de CVS sont identifiés pour chaque activité ; une série de PIB trimestriel CVS est disponible
Guinée	2	Formation sur le rebasage et la rétropolation	Les données sources pour la rétropolation sont collectées et traitées
		Mise en place de l'année de base 2018 selon le SCN 2008 et rétropolation	Les sources sont collectées et traitées pour la mise en place de la série complète des comptes nationaux selon l'année de base 2018
Guinée-Bissau	1		
		Formation sur le rebasage et la cadre des équilibres ressources-emplois	Cadre des EREs est bien compris par les cadres de l'INE
Mali	1	Mise en place des CNA contemporains et des CNT cohérents avec les CNT	Les sources sont collectées et traitées par les cadres de l'INS
Mauritanie	1	Désaisonnalisation des CNT	Le calendrier des fêtes est disponible ; les modèles de CVS sont identifiés pour chaque activité ; une série de PIB trimestriel CVS est disponible
Sénégal	2	Mise en place d'une nouvelle année de base selon le SCN 2008	Un bilan diagnostic de la base 2014 est effectué et les nouvelles nomenclatures sont mises en place
		Mise en place des indicateurs de haute fréquence (IHF) corrigés des variations saisonnières	Les IHF corrigés des variations saisonnières sont produits et publiés
Togo	2	Elaboration des IHF corrigés des variations saisonnières	Le calendrier des fêtes est disponible ; Les modèles de CVS sont identifiés pour chaque indicateur

**Tableau10. Gestion de la dette et développement des marchés financiers**

Pays	Nombre de missions	Thématiques	Jalons / Résultats attendus
Bénin	2	Formation sur la gestion active de la dette et la gestion du risque de marché	Les agents de la Caisse autonome de gestion de la dette et de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique ont une meilleure compréhension des techniques de gestion active de la dette et de couverture de risque de marché
		Renforcement des pratiques en matière de gestion du risque budgétaire lié à la dette publique	Les agents de la Caisse autonome de gestion de la dette sont formés à l'utilisation des outils analytiques développés par le FMI pour quantifier le risque budgétaire lié aux opérations de gestion de la dette  Les agents de la Caisse autonome de gestion de la dette ont une meilleure compréhension des mesures d'atténuation du risque budgétaire lié aux opérations de gestion de la dette.
Burkina Faso	2	Poursuite de l'appui au renforcement des pratiques de gestion des activités de back-office de gestion de la dette	Au moins cinq agents de la Direction de la dette publique peuvent enregistrer et valider les instruments de dette dans le système dédié
		Renforcement des pratiques d'élaboration et de mise en œuvre de la stratégie de gestion de dette à moyen terme	Au moins trois agents de la Direction de la dette publique peuvent manipuler le système dédié pour préparer des rapports personnalisés  Au moins deux agents de la Direction de la dette publique peuvent manipuler sans assistance l'outil analytique de préparation de la stratégie de gestion de la dette

Côte d'Ivoire	1	Renforcement des capacités en matière de gestion de risque du marché lié au portefeuille de la dette publique	Les agents de la Direction générale des financements ont une meilleure compréhension des techniques d'atténuation du risque de marché lié au portefeuille de la dette publique
Guinée	2	Appui à la préparation du manuel de procédures de gestion de la dette publique  Poursuite de l'appui au renforcement des pratiques de préparation du plan annuel de financement	Le manuel de procédures des opérations de gestion de la dette publique est préparé et adopté.  Au moins deux agents peuvent manipuler sans assistance l'outil de préparation du calendrier d'émission des titres publics
Mali	1	Poursuite de l'appui sur l'amélioration de la préparation et de la mise en œuvre du programme d'émission des titres publics	Au moins deux cadres de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique peuvent utiliser sans assistance l'outil analytique de préparation du calendrier d'émission des titres publics  La Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique a préparé et adopté une stratégie de communication avec les investisseurs du marché des titres publics
Niger	2	Etat des lieux des données de la dette publique  Renforcement des capacités en matière de gestion de la dette publique	Point sur la qualité et la disponibilité des données de la dette publique  Au moins deux agents peuvent utiliser sans assistance l'outil de préparation de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme
Sénégal	2	Amélioration des projections des décaissements des prêts-projets et du service de la dette  Appui à l'élaboration des modalités d'octroi et de gestion de la garantie de l'Etat et de rétrocession des prêts	Des pratiques améliorées de projection des décaissements de prêts-projets et du service de la dette sont adoptées.  Les modalités d'octroi et de gestion de la garantie de l'Etat et de rétrocession des prêts de l'Etat sont préparés et adoptés.
Togo	1	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu	Au moins un cadre peut utiliser l'outil de préparation de l'analyse de viabilité de la dette
Séminaire régional	1	Préparation et exécution des émissions emprunts sur les marchés internationaux	Les participants ont amélioré leurs connaissances des étapes de préparation et d'exécution des émissions d'emprunts sur les marchés internationaux

**Tableau11. Supervision bancaire et réglementation financière**

Pays	Nombre de missions	Thématiques	Jalons / Résultats attendus
BCEAO / SGCBU	7	Renforcement de la réglementation bancaire et supervision basée sur les risques.	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Revue du projet de dispositif prudentiel applicable aux institutions de microfinance.</li> <li>❖ Revue d'un projet de texte relatif à la cybersécurité</li> <li>❖ Formation des agents du SGCBU à la supervision du risque de marché.</li> <li>❖ Formation des agents du SGCBU à l'analyse des plans préventifs de rétablissement.</li> <li>❖ Formation des agents du SGCBU à la supervision sur base consolidée.</li> <li>❖ Formation des agents du SGCBU au contrôle des établissements de crédit-bail et d'affacturage.</li> <li>❖ Formation des agents du SGCBU au contrôle sur pièces et sur place du risque de liquidité.</li> </ul>
		Renforcement de la réglementation et de la supervision des risques financiers liés au climat	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Revue d'un projet de texte réglementaire relatif à la gestion du risque climatique.</li> </ul>

		Amélioration des exigences réglementaires en matière de comptabilité et de provisionnement prudentiel.	❖ Revue d'avancement de l'implémentation des normes IFRS.
BCRG	3	Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire.	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Finalisation de l'étude d'impact relative au ratio de liquidité et du projet d'instruction y relatif.</li> <li>❖ Mise en place d'un cadre de supervision pour le risque de taux d'intérêt sur le portefeuille bancaire.</li> <li>❖ Poursuite de la révision du système de notation des établissements de crédit (2 missions).</li> <li>❖ Mise en place d'un cadre réglementaire pour la gestion des risques cyber et IT.</li> </ul>
BCM	2	Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Développement des méthodologies de supervision des risques cyber et informatiques.</li> <li>❖ Révision des instructions relatives à la division des risques et aux relations avec les parties liées.□</li> </ul>
		Renforcement de la réglementation et de la supervision des risques financiers liés au climat.	❖ Mise en place d'un cadre réglementaire pour superviser les risques financiers liés au climat.

**Tableau12. Analyse macro-économique et budgétaire**

Pays	Nombre de missions	Thématiques	Jalons / Résultats attendus
Bénin	2	Renforcer l'analyse des risques budgétaires Appui au dispositif technique de cadrage macro budgétaire	La quantification des risques budgétaires spécifiques est renforcée ; Les outils de cadrage macro budgétaire sont renforcés
Burkina Faso	2	Renforcer les analyses sur les risques budgétaires Améliorer les pratiques de prévision des recettes.	La pratique d'analyse des risques budgétaires est améliorée ; Les outils de prévision des principales recettes fiscales sont améliorés"
Côte d'Ivoire	1	Renforcer les analyses sur les risques budgétaires ; Appui au cadrage macrobudgétaire à moyen terme	La pratique d'analyse des risques budgétaires est améliorée
Guinée-Bissau	1	Améliorer le cadrage macro budgétaire et l'élaboration du DPBEP	L'outil de cadrage macro budgétaire à moyen terme est renforcé
Mali	1	Appui au cadrage macro budgétaire et quantification des risques budgétaires	La pratique de cadrage macroéconomique est renforcée avec l'utilisation de MME_DNPD rénové
Mauritanie	2	Opérationnaliser le dispositif de cadrage macroéconomique et budgétaire	Le dispositif de cadrage macroéconomique et budgétaire produit un cadrage macro budgétaire a moyen terme est opérationnel ; Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires
Niger	2	Renforcer les capacités du personnel en matière de revue des dépenses publiques et de prévisions budgétaires. Appui au cadrage macro budgétaire à moyen terme	Revue des dépenses publiques et prévisions budgétaires. Les outils de cadrage macro budgétaire sont
Sénégal	2	Appui au cadrage macro budgétaire à moyen terme ; Renforcer les analyses sur les risques budgétaires	La pratique de cadrage macro budgétaire est renforcée avec l'utilisation de MMB/TRE rénové ; La quantification des risques budgétaires est renforcée
Togo	1	Appui aux outils CBMT/CDMT et gestion des risques budgétaires	Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires Les cadrages budgétaires annuels et pluriannuels sont préparés sur base des projections macroéconomiques

**Tableau13. Programme de travail 2026 – Ateliers et séminaires régionaux / inter-régionaux du second semestre**

Domaines	Thématiques	Dates et lieux	Partenaires	Participants
Troisième trimestre (novembre 2025-janvier 2026)				
Administration fiscale	Processus de règlement du contentieux fiscal (TADAT DA7)	01-04 décembre 2025 Abidjan (CIV)	FADR2/UEMOA	30
GFP-Budget	4ème séminaire inter-régional sur la gestion des investissements publics	26-30 janvier 2026 Nouakchott (MRT)	FADM2, AFC, Japan	30
GFP-Comptabilité	Séminaire inter-régional sur la comptabilité en droits constatés et patrimoniale (production des comptes et états financiers)	2-6 février 2026 Yaoundé-Cameroun	FADM2, AFC	30
Administration douanière	Utilisation de l'analyse de données et du machine learning pour le contrôle a posteriori	8-12 décembre 2025 Dakar (SEN)	FADR2 / UEMOA	20
Administration douanière	Lancement de l'ICAS	16-18 décembre 2025 Abidjan (CIV)		20
Quatrième trimestre (février-avril 2026)				
Supervision bancaire	Les piliers 2 et 3 du Cadre bâlois	9-13 février 2026 Libreville	AFC	10
Macrobudgétaire	Séminaire sur le renforcement du cadre budgétaire à moyen terme	16 – 20 février 26 Conakry	FADM2	30
Gestion de la dette	Préparation et exécution des émissions d'emprunts sur les marchés internationaux	16 au 20 février 2026 Cotonou	AFC Financé par le Japon	20
GFP-Comptabilité	Gestion de la trésorerie, prévision de trésorerie et gestion des arriérés (pays lusophones)	16-20 mars 2026 Ebène, Maurice	FAD, ATI	4
Administration fiscale	Cadre de gouvernance d'une administration fiscale	21-25 avril 2026 Lomé (TGO)	FADR2/UEMOA	30
Administration fiscale Gestion des finances publiques	Formation sur le nouveau guide TADAT 2025 en collaboration avec TADAT secrétariat	7 au 10 avril 2026 Abidjan	FADR2/PFM/UEMOA	40
Statistiques de finances publiques	Cohérence des données primaires pour la compilation des SFP	16-20 avril 2026 Grand-Bassam (CIV)	AFS	30

**Tableau14. Programme de travail 2026 – Stages d'immersion, apprentissage par les pairs, voyages d'études**

Domaines	Thématiques	Pays hôte potentiels	Bénéficiaires
Administration fiscale	Renseignement fiscal	À déterminer	Bénin
Gestion des finances publiques (Budget)	Gestion des investissements publics	Bénin	Burkina Faso
Statistiques des finances publiques	Compilation et analyse des SFP	Burkina Faso	Guinée-Bissau, Niger
Analyse macro-économique et budgétaire	Analyse macro-budgétaire	Niger	Mali

## MOUVEMENTS DU PERSONNEL

**L'AFRITAC de l'Ouest a enregistré deux départs et au cours de la première moitié de l'année fiscale 2026.** Le Centre a connu en octobre, le départ de MM. Olivier Sanz, anciennement conseiller en

administration fiscale et Naby Ouattara, anciennement conseiller en gestion des dépenses publiques.